

ONDES DE CHOC

Avec *Ondes de choc*, de Claude Collin, *CinémAction* inaugure une collection sur les media, qui portera le titre *InformAction*.

Ainsi entendons-nous compléter par une série spécifique consacrée aux problèmes de la radio, de la télévision et de la presse en général, l'action entreprise depuis 1978 dans le domaine du cinéma avec *CinémAction*. Notre inspiration de base sera la même intervenir dans le champ culturel français, avec un souci permanent de remise en question, en fournissant au lecteur des éléments d'information, de réflexion et de référence.

Depuis cinq ans nous avons publié quelque vingt numéros thématiques, représentant près de cinq mille pages, avec le concours de mille cinq cents collaborateurs, le plus souvent impliqués par les sujets traités.

- Dix ans après Mai 68 aspects du cinéma de contestation (n° 1)
- Israël-Palestine : que peut le cinéma ? (n° 2)
- Cinéastes d'Afrique noire (n° 3)
- Cinémas de l'émigration (n° 8)
- Le cinéma au féminisme (n° 9)
- Cinémas d'avant-garde (n° 10-11)
- Cinémas des régions (n° 12)
- Les jeux de l'argent et du pouvoir. . (n° 13)
- Cinémas du Maghreb (n° 14)
- Cinémas homosexuels (n° 15)
- Cinémas paysans (n° 16)
- Cinéma et politique (hors série)
- Cinéma contre racisme (hors série)
- Le tiers-monde en films (hors série)
- Jean Rouch, un griot gaulois (n° 17)
- Images d'en France (n° 18-19).

Nous avons publié aussi aux Éditions Lherminier un livre collectif sur *Les cinémas de l'Amérique latine*, et au Sycomore le livre de Daniel Serceau sur *Jean Renoir, l'Insurgé*.

Nous avons lancé parallèlement la revue *FilmAction* dans une formule plus magazine :

- Vidéo, années 80 (n° 1) — Écrans colonisés (n° 2).

Guy Hennebelle

CLAUDE COLLIN

ONDES DE CHOC

DE L'USAGE DE LA RADIO EN TEMPS
DE LUTTE

ÉDITIONS L'HARMATTAN
7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris

PUBLICATIONS DE L'UNIVERSITÉ DES
LANGUES ET LETTRES
38000 Grenoble

Collection consacrée aux media, parallèle à la revue *CinémAction*, **InformAction** n'a pas de lien avec le collectif québécois homonyme. Nous le remercions de nous autoriser à utiliser ce titre en France.

AVANT-PROPOS

Le 10 mai 1981 n'a pas été seulement favorable à l'éclosion des roses, mais aussi à celle des micros. Dès le vendredi suivant l'élection de François Mitterrand, Libération titrait en première page : « Le Radio Boom - Les pirates des ondes prolifèrent ». Deux mois plus tard, à l'occasion d'une « Ballade en modulation de fréquence à Paris », Le Monde recensait sur la capitale quinze radios à émissions quotidiennes, douze radios émettant plusieurs fois par semaine et une vingtaine de stations prêtes à se manifester. Dressant un « premier inventaire complet de toutes les radios libres », Libération annonçait, en août, cent soixante-dix-huit radios émettant effectivement en province et quatre-vingt-seize sur Paris et sa banlieue.

Interrogé par le même Libération, le 27 août 1981, Félix Guattari, ancien animateur d'un Collectif de Soutien aux radios libres et participant à l'expérience de « Radio Tomate », analyse la situation en ces termes :

« A l'époque d'Alfredo et d'Antibrouille (), une radio libre était essentiellement conçue comme un instrument de renouvellement des moyens d'expression des luttes sociales et nullement comme une fin en soi. Aujourd'hui, les temps ont bien changé ! Les fanatiques de la radio*

() « Alfredo » : Première grande réunion internationale de radios libres en 1978. « Alfredo » est un sigle résultant du télescopage de l'ALO (Association pour la Libération des Ondes, dont F. Guattari était alors membre) et la FRED italienne (Fédération des Radio-Émetteurs Démocratiques). « Antibrouille » : Fête de soutien aux radios libres ayant eu lieu la même année.*

pour la radio, les mythomanes de la nouvelle communication occupent le devant de la scène. Une nouvelle maladie bénigne mais tenace, le narcissisme radiomaniaque, s'est répandue comme une épidémie (...).

A la surface de l'aquarium, il y a le menu fretin des radiomaniaques, mais au dessous, il y a les gros requins de la publicité, les moyens requins des radios municipales, et aussi les petits requins débrouillards qui voudraient se faire une PME à bon compte ».

Si les mesures décidées par le gouvernement socialiste, fin du brouillage et abandon des poursuites judiciaires contre les pirates des ondes, ont permis à certaines radios de poursuivre au grand jour et avec moins de difficultés une activité entreprise dans la clandestinité, elles ont aussi ouvert la voie à toutes sortes de nouvelles entreprises radiophoniques dont certaines n'ont que de lointains rapports avec la communication sociale. Il est évident que ce n'est pas pour déboucher sur cette situation que se sont battus ceux qui, avant le 10 mai, étaient brouillés, envahis par les forces de police et poursuivis par les tribunaux.

Les mesures législatives qui ont été arrêtées depuis cette date ont, certes, provisoirement permis d'éviter une situation d'anarchie « à l'italienne ». Mais cela ne suffit pas ; de nouvelles décisions doivent être prises si le gouvernement souhaite réellement favoriser toutes les initiatives « en faveur d'une communication sociale de proximité d'inspiration communautaire ou associative et sans but mercantile » (Déclaration de Georges Fillioud au Sénat le 16 juillet 1981).

La discussion sur les radios locales est loin d'être close. Le texte qui suit — dont le point de départ est une thèse de doctorat de 3ème cycle en Information et Communication — se veut une contribution à ce débat. Notre étude du phénomène s'arrête, certes, le 10 mai 1981 et porte essentiellement sur un type de radios très particulier, celles qui ont vu le jour dans des situations de lutte. Il nous semble cependant que l'étude du fonctionnement de ces radios, de leur mode de production et de circulation

de l'information, de leurs réussites comme de leurs limites, ne peut qu'intéresser ceux qui souhaitent voir se développer des radios locales véritablement libres qui ne seraient ni des boîtes à musique vivant de publicité clandestine, ni des bulletins municipaux déguisés, futurs supports de campagnes politiques.

Claude Collin - Mars 1982

Première Partie

CRISE ET CONTESTATION DES APPAREILS D'INFORMATION

CHAPITRE I

DES PRÉCURSEURS

La radio n'est pas une invention récente et a déjà pratiquement un demi siècle d'existence en tant qu'« instrument de communication de masse ». Depuis qu'elle fonctionne, nombreux sont ceux qui ont essayé de faire entendre sur les ondes un message différent de la voix officielle. Contrairement aux idées reçues, ce ne sont pas les « radios vertes » de mars 1977, ni même les « corsaires » anglais des années soixante qui ont été les premiers pirates des ondes. Tout système d'information monopoliste, où qu'il se trouve, sécrètera toujours des forces contestataires qui le plus souvent doivent se réfugier dans la clandestinité. Considérées comme illégales par les autorités en place, elles sont pourchassées avec une énergie variant selon l'autoritarisme du pouvoir qu'elles défient (1). Il ne faudrait pas croire qu'il n'y a que les pays occidentaux pour connaître des phénomènes de piraterie radiophonique. Les pays se réclamant du communisme ne sont pas épargnés. Depuis de nombreuses années déjà, en Yougoslavie comme en URSS, les autorités traquent les clandestins de la radio, qualifiés de « voyous des ondes » ou de « Radio-houligans », qu'elles condamnent sévèrement. Les programmes des *pirates* vont du jazz aux causeries religieuses et abordent les sujets qui ne sont pas traités par les radios officielles. Dans un article de *Troud*, revue soviétique, daté du 3 octobre 1963, on peut lire : « La radio représente une arme idéologique puissante et par conséquent personne ne doit tolérer plus longtemps la contamination des ondes ».

Une des premières radios pirates fut sans doute celle que firent fonctionner des opposants allemands socialistes et communistes au nazisme, à partir de janvier 1937. « L'émetteur de la liberté », qui diffusait des émissions antifascistes (« Pas un sou, pas un homme pour Franco », « A bas la peste brune de l'antisémitisme qui sévit en Allemagne »), fut rapidement traqué par la Gestapo et, bien que très mobile, finit par tomber au bout de quelques mois. En mai 1938, un autre émetteur prit le relais dans la région de Horn en Autriche, exhortant les troupes autrichiennes à la résistance contre leurs chefs nazis. Poursuivi, le poste fut obligé de se réfugier à la frontière tchèque et, après les accords de Munich, la police tchèque fut contrainte de le faire taire définitivement. Puis ce fut à partir d'un bateau situé dans les eaux internationales de la Mer Baltique que d'autres opposants à Hitler tentèrent d'envoyer des émissions à destination de l'Allemagne.

« Radio Londres », qui ne fut pas, à proprement parler, une radio pirate, mais une radio nationale, accueillant dans le cadre de ses émissions des opposants d'un pays étranger et émettant en direction de ce pays, joua un rôle important dans la lutte anti-fasciste. Cette pratique sera reprise aussi bien au cours de la « guerre froide » que tout au long des multiples étapes de la décolonisation. Elle est encore très largement mise en œuvre aujourd'hui dans le cadre d'affrontements internationaux.

RADIO ET LIBÉRATION NATIONALE

De même que la lutte contre le nazisme avait vu naître un certain nombre de tentatives de contre-information radio-phonique, des radios virent le jour dans le cadre des luttes anti-colonialistes et de libération nationale en Afrique, en Asie, en Amérique Latine à partir des années cinquante. La plupart des mouvements révolutionnaires, aidés parfois par des pays amis qui mettaient à leur disposition des émetteurs, se dotèrent, dès qu'ils le purent, de cette arme politico-militaire de première importance. Dans le chapitre consacré à la propagande de son manuel de guérilla, Che Guevara

écrit :

« L'importance de la radio est capitale. Au moment où tous les habitants d'une région ou d'un pays brûlent plus ou moins ardemment de la fièvre de combattre, la force de la parole augmente cette fièvre et l'impose à chacun des futurs combattants. Elle explique, enseigne, excite, détermine chez les amis et les ennemis leurs futures positions. Mais la radio doit obéir au principe fondamental de la propagande populaire, qui est la vérité. Une petite vérité, même si elle fait peu d'effet, est préférable à un grand mensonge vêtu d'oripeaux » (2).

La radio d'un mouvement de libération a en effet comme rôle premier d'élaborer une contre-information efficace, de démonter les mensonges de la radio officielle (que ce soit celle de la classe au pouvoir ou de la puissance coloniale), de donner des renseignements vrais sur la situation militaire, de dénoncer les assassinats commis par les forces de répression. L'impact de cette radio « rebelle » sera d'autant plus grand que la radio officielle se sera déconsidérée par ses mensonges crapuleux ou ses bulletins de victoire fracassants, travestissant toute défaite en « repli stratégique ».

Avant 1954, la radio en Algérie est presque exclusivement utilisée par les Européens et les postes récepteurs s'imposent difficilement à la société algérienne. « Radio Alger », que Frantz Fanon qualifie de « Voix de la France en Algérie » (3), ne reflète que la société coloniale et ses valeurs et ne concerne en fait que la population d'origine européenne ou la « bourgeoisie évoluée » arabe. Dès les premiers mois de la lutte de libération, une partie non négligeable de la population algérienne ressent le besoin de savoir ce qui se passe, de connaître à la fois les pertes réelles de l'ennemi et les siennes. L'acquisition d'un poste de TSF constitue alors l'unique moyen d'obtenir de source non française — du Caire, de Syrie ou des autres pays arabes — des nouvelles des combats. Mais c'est à la fin de 1956 que se produit le choc. Des tracts sont distribués annonçant l'existence d'une « Voix de l'Algérie libre » donnant les heures d'écoute et les longueurs d'onde des émissions. En quelques jours, les stocks de postes de radio sont épuisés. Malgré le brouillage,

malgré l'interdiction de la vente des appareils de radio et des piles de rechange, « La Voix de l'Algérie combattante » va dorénavant irriguer, à partir de Tunis, toute la société algérienne. Frantz Fanon parle à ce propos d'une véritable « mutation psychologique » déclenchée chez l'Algérien à cette occasion :

« Avant 1954, la radio est, dans le domaine psychopathologique, un mauvais objet, anxigène et maudit. A partir de 1954, la TSF prend des significations totalement nouvelles (...) La technique étrangère, « digérée » à l'occasion de la lutte nationale, est devenue un instrument de combat pour le peuple et un organe protecteur contre l'anxiété » (4).

Le 24 février 1958, ce sont les guerilleros castristes qui lancent leur premier message sur les ondes depuis le territoire libéré de la Sierra Maestra. C'est le Che qui a eu l'idée de créer une station de radio. Sur ses instructions, les guerilleros ont installé le poste émetteur et organisé une équipe de techniciens et de speakers. « Radio Rebelle » commence ses émissions dans une chaumière près du campement du Che. Quelques mois plus tard, il est décidé de la déplacer au quartier général de La Plata. Dès lors, sous la responsabilité directe de Fidel Castro, elle va émettre tous les soirs jusqu'à la fin de la guerre contre Batista. Cette radio jouera un rôle primordial dans la lutte, puisque c'est grâce à elle que la population est tenue au courant des crimes commis dans le pays par l'armée du tyran et des actions des rebelles. Ses émissions permettent de briser le mur du silence que le régime prétend maintenir en censurant toute information sur la guérilla et elles sont un moyen de provoquer dans le pays tout entier la solidarité populaire à l'égard du mouvement qui se développe dans la Sierra Maestra. « Radio Rebelle » est en outre un moyen efficace de liaison entre le quartier général et les colonnes de l'armée rebelle. Les révolutionnaires ont pour principe, lorsque leurs troupes ouvrent un nouveau front, d'essayer d'installer un émetteur, synchronisé avec « Radio Rebelle », à la fois pour envoyer des informations et en recevoir du quartier général. A l'occasion du quinzième anniversaire de la créa-

tion de cette station, le 26 février 1973, Fidel Castro déclarera :

« Nous avons utilisé Radio Rebelle pour transmettre les communiqués sur la situation militaire et donner les résultats des batailles et des combats qui avaient lieu sur les différents fronts (...)

Radio Rebelle devint donc pour nous un moyen de divulgation massive. Elle nous permettait de communiquer avec le peuple et devint une station très écoutée (...) Mais Radio Rebelle n'était pas seulement un moyen d'information, bien que très utile sur ce plan. C'était aussi pour nous un moyen de communiquer entre nous. Nous étions ainsi en contact avec tous les fronts et toutes les colonnes. Ce fut donc un moyen de communication extrêmement utile sur le plan militaire, ainsi qu'un instrument qui joua un rôle politique primordial pendant toute la guerre » (5).

Quelques années plus tard, après le triomphe de la Révolution, les Cubains diffuseront à destination de la Caraïbe et de l'Amérique Latine les premières émissions de « Radio Havane-Cuba ». Ils espèrent ainsi contrecarrer les campagnes de calomnies lancées contre leur révolution triomphante par l'impérialisme américain. Par ailleurs, « Radio Havane-Cuba » apporte son soutien et ouvre ses émissions à tous les mouvements de libération qui, à l'époque, se développent en Amérique Latine et c'est avec beaucoup de ferveur que les combattants des maquis du Vénézuéla, de Colombie, ou du Pérou écoutent « la voix de la Révolution ». Les dirigeants cubains pensent alors qu'il est possible de reproduire à l'échelon du continent sud-américain le processus qui a réussi à l'échelon de Cuba. Malheureusement, la Cordillère des Andes ne sera pas la Sierra Maestra de l'Amérique Latine.

Il y a quelque temps, on reparlait d'émetteurs clandestins dans la Sierra Maestra... mais animés cette fois par des opposants à Fidel Castro. Peut-être n'est-ce que de la propagande, peut-être s'agit-il d'émetteurs situés en fait hors de Cuba. Toujours est-il qu'il faut constater que les radios pirates et clandestines ne sont pas utilisées seulement par

les forces révolutionnaires. Les anti-castristes, aidés en général par la CIA, ont eu et ont toujours leurs radios — qu'il s'agisse de « Radio Libertad », de « Radio Swan » ou de « Radio Americas » — de même que l'OAS a eu les siennes en Algérie et a même émis à destination de la France à partir de la Belgique.

De plus, il faut signaler que tous ces conflits ont vu aussi l'apparition de ce qu'on appelle des « radios noires », destinées à semer la confusion et la panique. Les Américains se sont révélés des champions dans ce genre d'opérations tout au long de leur guerre d'Indochine au cours de laquelle la CIA a mis en place un nombre considérable de stations de radio « noires » (« Radio Drapeau Rouge », « La Voix des Forces Armées de Libération du Peuple Sud Vietnamien », « La Voix du Front Révolutionnaire du Kampuchea », « La Voix du Front Révolutionnaire Indochinois »...). Ces fausses radios révolutionnaires avaient pour fonction de brouiller les cartes et de semer le trouble dans l'esprit des populations.

Aujourd'hui encore, des radios de mouvements de libération continuent à émettre à travers le monde. Les émissions diffusées par le Front Polisario à partir d'Alger sont écoutées non seulement sur tout le territoire de l'ex-Sahara espagnol, mais aussi au Maroc et en Mauritanie. Quelques textes ont été produits sur l'utilisation de la presse par les mouvements révolutionnaires à travers le monde, mais l'histoire des radios des mouvements de libération — presque tous en ont eu un — reste encore à écrire.

CAROLINE, VERONIQUE ET LES AUTRES

Plus près de nous, des pirates d'un genre très différent virent le jour au milieu des années 60 le long des côtes danoises, suédoises, mais surtout anglaises. Les émetteurs montés sur des embarcations plus ou moins vétustes diffusaient à la limite des eaux territoriales des pays concernés. « Radio Caroline » et « Radio Véronique » lancèrent le mouvement qui devint très rapidement une entreprise commerciale gigantesque. Néanmoins les dynamiques

« corsaires » avaient su se mettre au diapason de la révolte des jeunes et de leur sensibilité musicale, à tel point que, dans cette couche particulière de la population, plus personne n'écoutait la vieille BBC. La frange révoltée de la jeunesse anglaise reconnaissait dans la désinvolture des *disc-jockeys* le ton qu'elle tentait d'adopter à l'égard des adultes de l'Establishment. Même si, avec l'appui du *show-business*, ces radios transformaient la révolte des jeunes en objet de consommation, le succès des « corsaires » prouvait que la radio officielle ne répondait plus aux exigences de la jeunesse. La législation se durcissait alors considérablement à l'égard des radios pirates, jusqu'à ce que presque tous les postes se taisent les uns après les autres. Le 30 septembre 1967, la BBC, prenant à son service les *jockeys* les plus fameux, ouvrait une nouvelle chaîne de radio-diffusion — « Radio One » — se pliant au nouveau style en vigueur...

Même si l'opération des pirates anglais n'avait pas grand chose à voir avec la « libération des media », il faut reconnaître tout de même qu'elle influença et renouvela de façon non négligeable les radios souvent *empoussiérées* des pays environnants. C'est de cette époque que date un certain style « radio des copains », avec *disc-jockey* farceur, jamais à court, capable d'improviser sans cesse, incluant à tout moment des nouvelles importantes ou drôlatiques. Ceci dit, ce fut surtout une affaire rentable qui rapporta à ses promoteurs des millions de livres sterling de bénéfices.

« RADIOS LIBRES » EN TCHECOSLOVAQUIE / AOÛT 1968 (6)

Nous avons vu précédemment que la radio peut être utilisée comme arme dans une lutte de libération. L'utilisation de la radio faite en août et septembre 1968 par la population tchécoslovaque lors de l'invasion soviétique montre que ce medium peut aussi être un formidable instrument de résistance à un envahisseur. Dès le début, la radio joue un rôle considérable. Le premier jour de l'invasion, les studios et l'émetteur central de « Radio Prague » sont envahis et

occupés par les troupes soviétiques. « Radio Prague » se tait. Mais immédiatement des émetteurs clandestins, des « radios libres », se mettent à fleurir partout sur le territoire. Ces stations fantômes ne sont rien d'autre que celles qui ont été installées tout à fait secrètement par des techniciens soviétiques en prévision d'une attaque des « impérialistes de l'OTAN » et confiées à l'armée tchécoslovaque. Il s'agit de matériel ultra-moderne, impossible à détecter par les moyens traditionnels. Un dispositif spécial avertissant la station sur le point d'être repérée, elle se tait aussitôt et passe le relais à un autre poste émetteur sur la même longueur d'ondes. Dès que les Tchécoslovaques se rendent compte que des stations de radio continuent à émettre au nez et à la barbe des Soviétiques, ils se précipitent dans les magasins et épuisent les stocks de transistors. Les Praguais se promènent dès lors fréquemment dans la rue avec un poste collé à l'oreille ; ils le font ostensiblement devant les tankistes russes et même, lorsque la radio diffuse des chansons satiriques anti-soviétiques, ils montent un peu le son. Pour faire taire ces radios libres, les Soviétiques n'hésitent pas, dans la nuit du 25 au 26 août, à faire sauter l'émetteur de Crassov, l'un des plus modernes d'Europe, aussi haut que la Tour Eiffel. Mais les Tchécoslovaques s'en moquent, ils ont à leur disposition trente-cinq émetteurs clandestins, et quatre-vingts de secours, éparpillés dans tout le pays, les fameux émetteurs installés par les Soviétiques. Pendant plus d'une semaine, ces radios vont constituer pour quatorze millions de Tchécoslovaques la Voix de l'espoir. Ce sont elles qui vont leur permettre de développer leur solidarité, d'organiser leur vie pour résister à l'occupant. Ces radios vont prendre une place de plus en plus grande dans la vie quotidienne du pays ; elles donnent des instructions nécessaires à la population, qu'il s'agisse d'ordres ou de contre-ordres de manifestations ; elles diffusent les numéros minéralogiques des voitures de la police secrète ; elles donnent également des consignes de résistance passive qui vont transformer le pays en un véritable labyrinthe pour les troupes d'occupation ; elles invitent la population à imiter l'exemple du célèbre soldat Schweik ; elles lancent

des appels aux donneurs de sang ; elles demandent des médicaments pour les hôpitaux. C'est grâce à la radio notamment que le XIVème Congrès du PC tchécoslovaque peut se réunir clandestinement dans une usine de la banlieue de Prague sous la protection des milices ouvrières. Cette réunion est sans doute une des plus belles réussites des « radios libres ». Ce sont elles qui lancent un appel aux délégués dispersés dans tout le pays et organisent un véritable radio-guidage, indiquant l'emplacement des barrages soviétiques, donnant l'adresse des lieux de rendez-vous secondaires... Ce tour de force permet à plus de neuf cents délégués d'arriver à bon port. Mieux encore, les Tchécoslovaques remettent en service à leur profit les installations de propagande mises en place à l'époque stalinienne. Le réseau de haut-parleurs établi dans les années cinquante, pour diffuser dans les rues les directives du parti et les objectifs du plan, lance maintenant des appels à la résistance narguant les occupants qui ne savent pas où se trouvent les micros commandant lesdits haut-parleurs. Cela ne peut durer très longtemps ; face à la force militaire, l'esprit frondeur des Tchécoslovaques ne peut pas grand chose. Même lorsqu'elle est bien employée, une radio ne fait guère le poids face à un char. Après avoir joué un rôle important, les stations se taisent les unes après les autres. La radio est une arme parmi d'autres, elle n'est pas l'arme absolue.

CHAPITRE II

LA SITUATION FRANÇAISE DE MAI 68 AUX RADIOS LIBRES

Quelques mois seulement avant l'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars soviétiques, les murs de la capitale française s'étaient recouverts d'affiches mettant la population en garde contre le rôle des media : « Attention, la radio ment », « Fermez la télé, ouvrez les yeux », « L'intox vient à domicile », « La police vous parle tous les soirs à vingt heures ». Il semble bien que la prise de conscience *massive* du rôle fondamental des appareils d'information dans le conditionnement idéologique, remonte – en France au moins – à Mai 1968.

MAI 1968 : « LA PRESSE ET LA RADIO VOUS MENTENT »

Dans le premier numéro du journal *Action*, sorti le 7 mai 1968, Guy Hocquenghem, expliquant les raisons de la révolte étudiante, commence son article-éditorial ainsi :

« La presse et la radio vous ont dit : quelques centaines de trublions interrompent le fonctionnement de l'université. La presse et la radio vous ont dit : ces gens sont des agitateurs. La presse et la radio vous ont dit (...) que quelques centaines d'« enragés » font régner la violence au Quartier Latin et interdisent ainsi aux étudiants sérieux de travailler en paix. La presse et la radio vous mentent » (1).

Les appareils dits de communication apparaissent, à partir de cette époque, de plus en plus comme des piliers des systèmes d'exploitation et d'aliénation. Le conditionnement

et la manipulation étant désormais des éléments vitaux pour les sociétés néo-capitalistes, il est de plus en plus fait appel aux appareils d'information pour assurer le respect des normes, l'apprentissage des pratiques sociales, la soumission au statu quo, qui permettent la reproduction du système. Par leur action idéologique d'encadrement, tous les media participent – chacun à sa manière – de cette entreprise complémentaire de celle de la famille et de l'école.

Ce phénomène de remise en cause des media dominants n'affecte bien sûr pas seulement la France, mais semble toucher de façon plus ou moins profonde tous les pays d'Europe occidentale. Les Italiens, en particulier, se mettent aussi, au début des années 70, à se poser des questions :

« Dès cette époque, nous nous sommes rendu compte d'une chose : les grands moyens d'information de la bourgeoisie ne sont pas seulement des moyens d'information trompeurs, mystificateurs, mais ils sont directement des moyens destinés à créer des événements, des faits ; ils sont des instruments d'intervention sur la réalité, de changement de la réalité, de construction d'un rapport de force. Les moyens d'information de la bourgeoisie sont directement des instruments de lutte de classe à son service. Au début nous étions très peu à dire cela, mais petit à petit cela est devenu évident pour beaucoup » (2).

A la suite de cette prise de conscience faite à l'occasion de Mai 68, de petits groupes vont apparaître en France, parfois autour de revues épisodiques, parfois au sein même d'organisations politiques, se fixant pour but la connaissance, l'analyse et l'explication de ces appareils et de leur fonctionnement. Parallèlement, ces mêmes groupes vont commencer un travail de recherche, de vulgarisation et d'expérimentation de systèmes alternatifs. Une des premières tentatives sera sans doute celle animée par Roger Louis, journaliste exclu de l'ORTF après les événements de Mai 68, qui produit un magazine intitulé *Certifié Exact* et essaie de le diffuser, sous forme de copies cinéma 16 mm, auprès des syndicats, des associations culturelles, des maisons de jeunes... L'objectif est de faire circuler une